

Repères

Quelques clés pour comprendre et anticiper les mutations

Par Ann-Corinne Zimmer *

Recherche sur le Sida : l'Afrique délaissée

Lors d'une rencontre de l'OMS/Onusida début juin 2002, les chercheurs africains, les organisations multilatérales, les donateurs, les instituts de recherche et les entreprises se sont réunis pour définir un plan d'action pour les sept prochaines années, afin d'obtenir 233 millions de dollars pour financer un programme africain de vaccin contre le Sida.

Aujourd'hui, 21 ans après la découverte du virus, sur les 40 millions de personnes porteuses du VIH, 70 % sont des Africains. Or, la recherche africaine sur le Sida ne reçoit actuellement que 41 millions de dollars, sur les 2,5 milliards de dollars qui y sont consacrés chaque année, soit à peine 1,6 %. Ainsi, plus de 30 essais sur les vaccins ont été effectués dans le monde depuis 1987, dont seulement deux en Afrique. Sans compter que les souches du VIH afri-

cain sont évidemment différentes de celles rencontrées dans les pays occidentaux.

L'un des principaux obstacles à la recherche sur les vaccins en Afrique tient à l'insuffisance de l'infrastructure en matière de recherche. Une partie des 233 millions nécessaires contribuera à renforcer les installations régionales et l'expertise locale. Comme le soulignait Yasuhiro Suzuki, directeur exécutif de la technologie de la santé et des produits pharmaceutiques à l'OMS, « si l'on considère que le coût moyen de la mise au point d'un nouveau médicament aux États-Unis est de 800 millions de dollars, une facture de 233 millions pour sauver autant de vies semble bien modeste ».

Les États-Unis face aux périls climatiques

Dans un rapport sur le climat envoyé aux Nations unies le 1^{er} juin 2002, le gouvernement américain reconnaît pour

la première fois que le réchauffement de la planète est largement le fait de l'action humaine, et plus spécifiquement de la combustion des énergies fossiles.

L'Agence de protection de l'environnement (EPA), auteur du rapport, avertit que l'augmentation probable de la température sur le territoire des États-Unis sera de 3 à 5 degrés en moyenne durant le xxi^e siècle.

« Le changement climatique et la montée des mers qui en résulte vont probablement exacerber les menaces sur les immeubles, routes, lignes électriques et autres infrastructures. » Le réchauffement aux effets « inévitables » résulte de plusieurs décennies de rejets dans l'atmosphère, admet le rapport sans appeler à une réduction des émissions des gaz à effet de serre.

« Certains biens et services perdus par



Dominique Faget - AFP

Madrid, 20 juin – L'Espagne connaît sa première grève générale depuis huit ans, en protestation au projet du gouvernement Aznar de diminuer les allocations chômage. Organisé à la veille du Sommet de Séville et soutenu par la CES (Confédération européenne des syndicats), cette grève sonne aussi comme un avertissement face à la logique ultralibérale qui s'impose à l'Europe.

la disparition ou la fragmentation des écosystèmes naturels seront probablement coûteux et impossibles à remplacer. »

Face aux périls annoncés (montée du niveau des eaux, développement de maladies liées aux températures plus élevées...), l'EPA suggère de « s'adapter » à ces nouveaux risques en construisant davantage d'abris par exemple, en prévision des violences climatiques.

Le rapport est réalisé en fonction de l'obligation faite aux pays qui ont signé la Convention de l'ONU sur les changements climatiques il y a dix ans.

La position de la Maison Blanche sur les gaz à effet de serre, annoncée en février, est rappelée : plutôt que d'opter pour une réduction réelle des émissions, Washington s'engage à réduire les émissions (- 18 % d'ici 2010) en termes relatifs, c'est-à-dire

rapportés au produit national brut américain afin de ne pas nuire à la croissance.

La veille de la remise de ce rapport, le 31 mai 2002, l'Union européenne a de son côté ratifié le protocole de Kyoto.

Le futur de l'Union vu par la Commission

Alors que la Convention sur l'Union européenne, installée en janvier, poursuit ses travaux, dans une communication du 22 mai 2002, intitulée « Un projet pour l'Union européenne », la Commission a fait connaître ses positions sur le futur de l'Europe. Elle souhaite que les politiques communes soient renouvelées et adaptées à une Union élargie à 30 membres. Pour faire face à ce défi, la majorité qualifiée doit donc devenir la règle des prises de décision de l'UE, l'augmentation du nombre des États pouvant

accroître les risques de blocage. Il n'est plus concevable, par exemple, que l'unanimité s'applique aux dimensions fiscale et sociale du marché intérieur. La Commission souhaite, dans la même optique, voir se renforcer la coordination des politiques économiques, allant de pair avec une plus grande implication du Parlement européen. Concernant les questions extérieures, la Commission propose d'intensifier l'action collective de l'Union dans le contrôle aux frontières extérieures, mais aussi de définir les conditions générales du droit d'asile et du statut des immigrants. Et surtout, elle entend donner au Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune une capacité de mise en cohérence globale de l'initiative politique et un rôle directeur dans la gestion des crises. Ainsi, la fusion entre le Haut représentant et le commissaire aux relations extérieures fait partie des intentions de la Commission, assortie de moyens budgétaires et de procédures adaptées, pour une politique étrangère européenne véritablement commune. Enfin, sur la question constitutionnelle, fidèle à sa conception de l'Union, la Commission réitère sa demande d'un traité constitutionnel. Elle suggère une fusion des traités de l'Union et des Communautés européennes, permettant une plus grande lisibilité des objectifs politiques de l'Union, en reprenant les dispositions essentielles des traités. Elle demande que le traité constitutionnel soit fondé sur la Charte des droits fondamentaux (adoptée l'année dernière), et insiste pour doter l'UE

n-Corinne Zimmer est journaliste, spécialiste des questions internationales.

> d'une personnalité juridique. Par ailleurs, le lien entre les citoyens européens et le budget communautaire devrait être établi plus clairement afin que le Parlement européen exerce en matière budgétaire des prérogatives conformes à sa légitimité démocratique dans la répartition des dépenses et dans l'établissement des ressources. La communication de la Commission incite les parties à réfléchir aux limites des autres modes d'organisation tels que la coopération intergouvernementale.

http://www.europa.eu.int/comm/press_room/presspacks/pdf/convent_fr.pdf

Un débat constituant pour changer la gauche

De nombreuses personnalités (politiques, intellectuels, militants associatifs, et quelques revues, dont Transversales et Mouvement) ont lancé un appel à la reconstruction sur les bases de l'après 21 avril.

Paru dans Libération du 29 mai 2002, sous le titre « Toute la gauche pour changer la gauche », le texte constate que « le fonctionnement démocratique de nos sociétés ne répond plus aux exigences contemporaines, à commencer par l'incapacité de chacun à intervenir de façon directe sur la scène de nos vies » et faute notamment d'avoir offert des solutions alternatives à la mondialisation néolibérale. L'appel pose les défis que la gauche doit relever : « L'obligation d'inventer des contenus clairs et de les proposer au pays sur des questions comme la forme de vie que nous voulons, les

valeurs et les différences qui renforcent notre pouvoir d'agir, l'Europe dans laquelle nous nous engageons. C'est cette gauche qui est appelée à activer un débat constituant sur les changements institutionnels fondamentaux, qui rendrait la vie politique attentive aux mouvements de la société et créerait les conditions permanentes d'une démocratie pleinement participative. »

Se refusant à s'en remettre aux représentants « naturels », les signataires appellent les citoyens à ne pas laisser se refermer les espaces de débats et d'initiatives ouverts dans la foulée de l'élection présidentielle et à en créer de nouveaux.

L'appel propose de faire connaître les contributions de ceux qui se reconnaissent dans ses aspirations. Il faudra relier, collecter et faire circuler toutes ces propositions.

Site auquel les propositions et contributions peuvent être envoyées : <http://www.toutelagauche.org>

Le Sommet de la Terre sous influence

À la veille de l'ouverture du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud), le texte qui sera sur la table

des négociations ne laisse rien présager de bon. À l'issue de la quatrième réunion de préparation qui s'est tenue à Bali (Indonésie), non seulement les gouvernements n'ont pas réussi à se mettre d'accord, mais encore l'histoire semble bégayer. À la veille du sommet de Rio, George Bush père avait soumis sa présence à la condition qu'il n'y ait aucun engagement contraignant. Dix ans plus tard, le fils lui emboîte le pas, menaçant de ne pas être présent à Johannesburg si des engagements ou, pire, l'hypothèse d'un calendrier sont évoqués. Quoi qu'il en soit, le Sommet de la Terre se présente sous de bien mauvais augures, les États-Unis ayant fait le forcing pour placer au centre des discussions la question de la lutte contre la pauvreté. Entendons bien ce qui se trame derrière cette intention louable : il s'agit, encore et toujours, d'offrir une voie royale aux investissements directs étrangers, appuyée par la Banque mondiale et la logique de Doha en faveur de l'ouverture des marchés. Autant de retours sur investissement assurés pour les pays occidentaux, laissant les pays en développement, une fois de plus, face à leur dénuement, quand bien même, suprême ruse, il n'est plus question désormais que de « lutte contre la pauvreté », cet impératif que personne ne saurait contester et qui s'est substitué à celui, initial, de « Stockholm + 30 », à savoir comment sauver la vie sur la planète.

Le Pen, un volontarisme ethnique

La présence de Le Pen au second tour des élections présidentielles a bouleversé la scène politique française et assommé nos esprits. Litotes... Si l'on s'en tenait à des précédents « historiques », aussi faciles qu'obsoletes, on s'interdirait de riposter sur le terrain nouveau où Le Pen sévit. Les noires images du « Brav' Général Boulanger », ou des Ligues pro-fascistes des années 30, ou de « l'ordre » vichyste, ou du populisme à la Pujade, ne sont que des images, simplistes et finalement rassurantes : on se dit qu'une fois de plus, le peuple français saura bien se ressaisir... Ces images récurrentes ne peuvent guère nous aider à combattre dans sa réalité singulière le courant social et politique dont Le Pen est le symbole agissant.

La piste de réflexion suggérée ici, c'est que le soutien à Le Pen exprime avant tout un désarroi, une insécurité morale, qui prend désormais la forme d'un fondamentalisme ethnique. La « France éternelle » du Front national serait en péril du fait de la présence de cinq millions d'étrangers, et ses fidèles refusent agressivement la société multiculturelle qui est en train de s'établir autour d'eux. C'est une position idéologique et pas seulement sociologique, un fait de culture ; le vote Le Pen déborde de beaucoup, ainsi en Alsace, les couches sociales directement victimes du chômage, de l'insécurité d'emploi, de la dégradation des conditions d'habitat et de transport. À Saint Gilles-du-Gard (12 000 hab., 25 % d'immigrés, 40,26 % de voix Le Pen, soit le record national), dans une Camargue qui n'a pas sombré dans la déréliction, le FN, selon un sociologue cité par Le Monde (10 mai 2002), s'emploie à « la pureté de la race ».

Les électeurs de Le Pen, qui se révèlent incapables de s'intégrer à la société multiculturelle du présent, n'oublient pas, de surcroît, que la France avait déjà fait autrefois l'expérience d'une société multiculturelle, encore que bien différente, celle de la domination colonialiste. Au « temps béni des colonies », la petite communauté blanche établie outre-mer y était hégémonique. Grande est la colère

de ces ex-« petits-blancs », et de tous ceux qui cultivent leur souvenir idéalisé, de voir qu'il leur faut désormais accepter comme partenaires de notre multiculturalité démocratique les descendants de ces « indigènes », qui n'étaient naguère que des dominés censément dociles envers la multiculturalité colonialiste. À leurs yeux, c'est le monde à l'envers. La nostalgie de l'empire perdu est une composante forte de la rhétorique lepéniste. Le Chef n'a-t-il pas lui-même baroudé en Indochine et torturé en Algérie ? Cette mémoire coloniale blessée a donc comme transporté en métropole, explique l'historien de l'Algérie Benjamin Stora, les anciens réflexes des petits-blancs coloniaux « assiégés » (Le Monde, 25 avril 2002). Le FN, dit encore Stora, se définit avant tout comme défenseur de « l'Occident blanc et chrétien », son discours de solidarité sociale et son programme d'ordre autoritaire n'intervenant qu'au service de ce volontarisme ethnique. Rien ne serait plus funeste, pour la défense et le renouveau de la démocratie dans notre pays, que de réduire la résistance contre Le Pen à un combat contre les résurgences d'une extrême-droite classique. Pour démanteler le bunker ethnique du FN, pour en détourner les cinq millions d'électeurs ainsi abusés, il faut s'attaquer aux racines originales et neuves de ce péril. Donc il faut affronter la clientèle du FN en dénonçant ses fantasmes raciaux et racistes ; il faut l'amener à regarder en face la réalité irréversible d'une France où désormais d'autres cultures, arabo-islamique certes mais aussi négro-africaine ou asiatique, viennent s'asseoir à la table commune. Une table autour de laquelle chacun doit compter avec l'autre et non pas s'enfermer dans des intégrismes de type sharia ou « France éternelle ».

Il faut convaincre aussi ces gens de penser globalement la pluralité des sociétés, la montée des périls transterrestres, et tout autant la force des nouvelles solidarités mondiales de type Seattle ou Porto Alegre. La France-de-toujours, comme absolu ethnique intemporel, doit laisser place à la